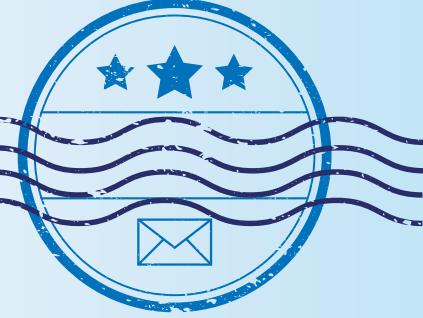


LE MAGAZINE Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité DU CHEDS



Jeunesse et citoyenneté

THEME

Special Guest



Général de division Mamadou GAYE
Sous-Chef d'Etat-major général des Armées

DECROCHAGE CITOYEN ET JEUNESSE

Extrait

Mot du Directeur général

La parution de ce premier Bulletin du CHEDS m'offre l'agréable opportunité de saluer la grande communauté des auditeurs et amis du Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS). Depuis 2013, date de la création du Centre, cette famille n'a cessé de s'agrandir ; elle est aujourd'hui forte de plusieurs centaines de membres répartis dans tous les secteurs de la vie nationale, africaine, voire internationale au sein des forces de défense et de sécurité, hauts cadres civils de l'administration et du secteur privé, députés et élus locaux, femmes, jeunes, médias etc. Une telle richesse, inestimable par la qualité de ses membres et la diversité de ses expertises, mérite d'être valorisée.

Général de brigade Mbaye CISSE,
Directeur général du CHEDS

Suivez nous sur nos différents réseaux pour rester informer

@cheds.senegal @CHEDS_ CHEDS officiel

cheds_officiel CHEDS SENEGAL +221 70 644 17 29

www.cheds.gouv.sn

SOMMAIRE

Présentation du CHEDS

P. 3

Le Mot du Directeur général du CHEDS

P. 4

**L'invité du MAG : Général de division Mamadou GAYE,
Sous-Chef d'État-major général des Armées**

P. 5

Opinion : Le service national, pourquoi pas ?

P. 8

Quelques activités du Centre

P. 10

Activités à venir

P. 15

PÉSENTATION DU CHEDS

Établissement public à caractère administratif, créé le 03 janvier 2013 et placé sous la tutelle de l'État-major Particulier de la Présidence, le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) doit satisfaire les besoins de l'Etat en expertises sur des questions d'ordre stratégique liées à la protection des individus et des biens, à la politique étrangère, à la science, à la technologie et aux phénomènes économiques et sociaux.

Missions

Répondre aux attentes des décideurs politiques sur des problématiques d'ordre stratégique qui affectent le développement du pays ;

Participer à la formation de hauts cadres civils et des Forces de Défense et de Sécurité, par le renforcement des connaissances fondamentales en stratégie, l'appropriation des clés de compréhension de l'environnement géostratégique ainsi que des enjeux liés à la défense et à la sécurité ;

Constituer la documentation nécessaire à l'étude et la familiarisation aux questions relevant de ses missions et d'assurer la publication et la diffusion des études et des travaux d'ordre scientifique découlant de ses missions ;

Organiser ou de participer à l'organisation de colloques et de congrès internationaux similaires ;

Susciter et de promouvoir des travaux scientifiques se rapportant à sa mission ;

Fédérer la recherche et les études entreprises au sein d'universités et de centres de recherche sur des questions fondamentales relatives à la défense, la sécurité, la politique étrangère, la technologie, l'économie et les socio- cultures.

VISION

« devenir une institution de référence sur les questions d'ordre stratégique liées à la défense, la sécurité et la paix en Afrique ».

Le CHEDS s'est donné pour ambition :

l'augmentation des ressources humaines et matérielles ;

la consolidation de la veille stratégique par le recrutement d'un assistant chargé spécialement de la veille ;

le renforcement de la recherche en géopolitique ;

la matérialisation de la publication avec des productions scientifiques portant sur les thématiques de recherche.

LE MOT DU DIRECTEUR DU CHEDS

La parution de ce premier magazine du CHEDS m'offre l'agréable opportunité de saluer la grande communauté des auditeurs et amis du Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS). Depuis 2013, date de la création du Centre, cette famille n'a cessé de s'agrandir ; elle est aujourd'hui forte de plusieurs centaines de membres répartis dans tous les secteurs de la vie nationale, africaine, voire internationale au sein des forces de défense et de sécurité, hauts cadres civils de l'administration et du secteur privé, députés et élus locaux, femmes, jeunes, médias etc. Une telle richesse, inestimable par la qualité de ses membres et la diversité de ses expertises, mérite d'être valorisée.

Comme vous le savez, l'une des missions premières du CHEDS est d'œuvrer à l'éclosion d'une vivier national partageant une vision stratégique commune des questions de défense et de sécurité. Pour y parvenir, la mise en réseau de toutes les compétences s'avère nécessaire par l'établissement d'un lien permanent entre les différents acteurs, objectif ultime de ce magazine. Dans cette perspective, cette publication se veut un espace d'échanges et d'informations entre le CHEDS et sa communauté plurielle dont l'apport sera toujours déterminant dans la satisfaction des besoins de l'Etat en expertises diverses. Informer, relever ensemble les défis, partager notre vision et nos expériences, sont les missions essentielles assignées à ce dernier né des publications du Centre.

Ce premier numéro, consacré au thème *Jeunesse et Citoyenneté*, rappelle notre ancrage dans la prise en charge des problématiques d'une cible importante de nos programmes spéciaux : la jeunesse sénégalaise et africaine. Au moment où l'Etat déploie beaucoup d'efforts pour répondre aux attentes de cette jeunesse, il est pertinent de s'interroger sur le déficit de citoyenneté et son impact sur les résultats des politiques publiques en général.

« (...) *Lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus au-dessus d'eux l'autorité de rien ni de personne, alors c'est là en toute beauté et toute jeunesse le début de la tyrannie.* » Platon aurait-il raison sur notre modernité ?

Pour finir, j'invite les anciens auditeurs à s'impliquer davantage en rejoignant le comité de rédaction des prochains numéros, pour que cette publication soit pérenne. Car, en définitive, ce magazine est le vôtre. Faisons-en ensemble, un outil convivial et utile à la grande communauté du CHEDS.

Bonne lecture !



Général de brigade Mbaye CISSE
Directeur général du Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité - CHEDS

L'INVITÉ DU MAG

DECROCHAGE CITOYEN ET JEUNESSE

« Il nous faut former et éduquer sans relâche nos enfants aux valeurs de la République et de la citoyenneté ... Mais pour gagner le combat des valeurs et bâtir une véritable conscience citoyenne, il faut un effort constant sur nous-mêmes. Un effort fait de discipline, de culte du travail bien fait, de rigueur morale et de sens élevé de l'Etat »¹.

Face à l'absence d'une éthique sociale élevée et largement partagée au sein de la jeunesse de nos sociétés, le nécessaire apprentissage de la citoyenneté s'invite obstinément au cœur des débats et à tous les niveaux comme pour replacer les valeurs civiques et les devoirs citoyens au cœur de l'idéal républicain.

En effet, l'éducation à la citoyenneté de notre jeunesse, très souvent décriée, doit être une œuvre continue et patiemment entretenue aussi bien en famille qu'en école pour contribuer à construire une véritable éthique citoyenne. De ce point de vue, la citoyenneté n'est jamais définitivement acquise et se réalise au quotidien. Elle est une construction permanente et un levier important d'intégration dans la mesure où elle facilite le sentiment d'appartenance à la communauté nationale. Paradoxalement, la jeunesse sénégalaise fait face à une crise de citoyenneté assez préoccupante, aggravée par un taux de chômage élevé et une dégradation profonde des mœurs. Les manifestations les plus visibles de cette crise morale sont l'indiscipline, la non sanctuarisation de l'espace public, la montée de la délinquance et l'ignorance du bien public par une jeunesse en perte de repères vertueux qui cède facilement aux tentations du vandalisme, du non-respect des lois et des institutions de la République. Ces déviances sont souvent l'expression du primat des intérêts particuliers, de libertés incontrôlées, des appartenances primordiales, ethniques, sociales, culturelles, religieuses ou confréries, raciales, corporatistes sur l'intérêt général.



Général de division Mamadou GAYE

Un décrochage citoyen des jeunes dû à la désintégration de l'espace familial

« Les fractures générées par les progrès scientifiques et techniques, la modernité d'une manière générale, ont influé sur les modes de vie, les mentalités et la hiérarchie des valeurs »². À l'évidence, ces mutations sociétales agressives valorisent à outrance l'individualisme, le matérialisme, l'hédonisme et la superficialité qui semblent être à l'origine du décrochage citoyen d'aujourd'hui, notamment chez les jeunes dont la faible culture éthique et citoyenne ainsi que le comportement égocentrique semblent remettre en cause les fondements même de l'éducation civique et morale enseignée dans nos écoles. Cette crise de civisme a eu pour conséquences :

- d'une part, le rétrécissement du lien familial, intergénérationnel, collectiviste et communautaire, entretenu par la désintégration du tissu social dont la pauvreté, la précarité et la démission parentale en sont les principales causes. La cellule familiale perd ainsi sa fonction d'éducation civique primaire du citoyen.

¹ Mr Macky SALL, président de la République du Sénégal, adresse à la nation, 3 avril 2019

² Général Mamadou GAYE, L'école à l'épreuve de la croissance citoyenne, p77, Ed. L'harmattan, déc. 2020

- D'autre part, les parents trop occupés à assurer la survie de leur progéniture n'ont pratiquement plus de temps à consacrer aux enfants et à leur éducation à la maison. En conséquence, c'est l'espace public dominé par la délinquance et toutes sortes de déviance sociale qui prend le relais. Or, la famille est non seulement une instance de reproduction sociale basée sur des liens de parenté mais aussi, le lieu de socialisation sécurisée de l'individu.

- À cela il faut ajouter que l'espace familial naguère considéré comme le lieu par excellence de la civilité et de la tolérance porte aujourd'hui les germes de la violence sous toutes ses formes (physique, verbale, morale, etc.) Cette situation crée une nostalgie de valeurs morales communes jadis connues et bien ancrées dans nos sociétés traditionnelles qui constituaient le ciment de la cohésion communautaire.

- Enfin, nous assistons hélas à des mutations sociologiques profondes et à une accélération de l'histoire qui se traduit par une rupture du lien transgénérationnel qui crée un phénomène d'instrumentalisation des rapports, observable jusque dans les familles ou de nouveaux individualismes se créent, accentués par les replis imposés par les réseaux sociaux.

Repenser l'éducation à la citoyenneté pour sauver la jeunesse

A l'analyse, le sentiment citoyen d'appartenance à une communauté portée par les valeurs de la République n'est pas réductible à la nationalité. Aussi paraît-il essentiel de se pencher sur les enjeux de la connaissance, l'éducation et la compréhension. En réalité, ne peut être vécu, éprouvé, approprié, que ce qui est compris ; ne peut être compris que ce qui a été explicité ; ne peut être explicité que des concepts, des sujets, des objets enseignés ; par conséquent, les valeurs s'apprennent. Malheureusement, l'enseignement et l'éducation aux médias et à l'information, qui se substituent de plus en plus à l'éducation civique et morale à l'école primaire et au collège compromettent les objectifs recherchés de formatage d'un citoyen modèle.

On devra à terme retrouver cet ensemble, enseignement, responsabilisation de l'apprenant et engagements dans la vie sociale de l'établissement et de son environnement, comme les éléments constitutifs du parcours qui conduira le jeune à l'exercice d'une citoyenneté responsable et respectueuse des droits et devoirs d'une nation et à s'approprier au moins trois valeurs qui lui sont traditionnellement attachées, la civilité, le civisme et la solidarité.

En définitive, la citoyenneté fournit donc une identité collective alimentée par une histoire commune, l'usage d'une ou plusieurs langues, la référence au même substrat socioculturel, la soumission aux mêmes lois, des valeurs partagées, comme les symboles (drapeau, devise, armoiries, sceaux, hymne national).



Education à la citoyenneté/Ecole du drapeau à de jeunes élèves

La formation d'une jeunesse citoyenne, responsable et dévouée au service de sa communauté, respectueuse des biens publics et des symboles de la république, est une œuvre continue et inlassable qui engage la responsabilité collective. Elle passe nécessairement par « *l'éducation qui permet à l'homme de nier son animalité et, ce faisant, de se socialiser; elle lui permet de passer de l'être individuel et égoïste à l'être social, de l'être animal et immoral à l'être moral*»³. C'est pourquoi, la préoccupation principielle des éducateurs est d'enseigner aux jeunes les vertus de ces valeurs ainsi que de leur utilité dans l'organisation de la société.



Étudiants de l'UFR/santé de l'Université de Thiès
Formation à la culture citoyenne

La consolidation des valeurs civiques et surtout l'investissement sur l'ethos patriotique des jeunes doivent rester le centre de gravité de notre action quotidienne afin de mettre à la disposition de la patrie des citoyens convaincus de leurs devoirs.

Général de division Mamadou GAYE

Sous-Chef d'Etat-major général des Armées

³ Ibou Dramé Sylla, article « l'éducation à l'épreuve de la crise des valeurs », 22 Octobre 2016, publié dans #ANALYSES

OPINION

LE SERVICE NATIONAL, POURQUOI PAS ?

Au Sénégal, notre cher pays, s'il y a un point commun qui ne fait pas notre fierté, c'est bien la crise comportementale. Tout le monde rabâche le même refrain, « *c'est le laisser aller, chacun fait ce qu'il veut* ».

Des actions ont été entreprises, des idées développées mais la situation empire si l'on se réfère à l'état d'insalubrité de nos villes et villages, à l'état de nos infrastructures, à nos faits et gestes de tous les jours.

Le Sénégal, notre cher pays, regorge d'énormes potentialités en ressources humaines reconnues de par le monde, auxquelles est venu s'ajouter un potentiel fossile porteur d'espoirs incommensurables sur le plan économique. C'est pourquoi, le moment est venu de prendre à bras le corps la problématique de nos comportements qui sont aux antipodes de ces atouts.

D'emblée, Je dois préciser que l'objectif de cette contribution n'est pas de faire la morale aux autres. Elle doit être perçue comme une ébauche de solution à un problème majeur qui plombe notre évolution économique et sociale. Les grands supports classiques de notre système éducatif sont là, fonctionnels, et jouant leurs rôles régaliens, il s'agit de la famille et de l'école dans sa pluralité (école occidentale, école coranique notamment.).

Cependant, ces hauts lieux de formation ont un contre-pouvoir que sont naturellement leur environnement immédiat, les effets mitigés de la mondialisation, les NTIC etc.

Dès lors, l'instauration du service national ne devrait pas faire peur, où être compris sous l'angle de la punition. Au contraire, il a pour vocation de relayer et de compléter ces supports.

Pour cela, sa cible pourrait être le citoyen dont l'âge se situe autour de 18 ans. Cette tranche d'âge qui constitue le seuil de la maturité, confère également une bonne capacité de perception de la morale et de ses corollaires, des dispositions naturelles au discernement, de grandes aptitudes physiques et intellectuelles. A cet âge, ou s'approprie également plus facilement les symboles patriotiques et les enjeux qui sous-tendent l'avenir de notre pays.

Aussi, conviendra-t-il que l'Etat détermine des programmes de formation adaptés, dans différentes langues, pour que les cibles puissent être atteintes au seul bénéfice de toute la société sénégalaise.

De ce point de vue, certains paramètres doivent être pris en compte :

- l'aspect progressif et inclusif de la mise en place de la formation ;
- la qualité des programmes qui seront dispensés ;
- la durée optimale de cette formation ;
- la période et les lieux d'accueil des bénéficiaires ;
- les impacts individuels et collectifs de la formation ;
- le budget à mobiliser.

Concernant l'aspect progressif du service national, il peut être sous tendu dans un premier temps, par l'idée d'engager tous les volontaires en âge d'intégrer l'armée, bien entendu en les classifiant suivant leur aptitude ou non à y faire carrière. Par la suite, après quelques années de pratiques, ce service pourra être institutionnalisé et érigé en règle.



M. Samba NDIAYE,
Directeur Général des Grands Trains du Sénégal (GTS-S-A)

Pour ce qui est du contenu de la formation, il pourra s'articuler autour d'activités physiques et sportives, de la parfaite maîtrise des devoirs du citoyen envers la société. Elle devra également avoir comme objectif, l'inculcation chez le citoyen du patriotisme comme valeur intrinsèque et l'apprentissage d'un métier (peinture, menuiserie, nettoiemnt, carrelage etc...).

S'agissant de la durée, elle peut tourner autour de trois (03) mois du fait de la prise en compte de plusieurs aspects. En effet, ce service dont l'objectif est d'endiguer la crise comportementale qui gangrène notre tissu social dans toutes ces composantes, ne devrait pas mettre en péril la carrière de jeunes dont l'ambition n'est pas de rester dans l'armée.

En même temps, elle doit être une opportunité pour certains jeunes sans métier, désœuvrés de s'affirmer avec dignité dans la marche de notre pays.

Pour ce qui est de la période, les grandes vacances scolaires constituent un moment propice pour la mise en œuvre de cette formation. En conséquence, les écoles seront un cadre d'accueil adéquat qui permettront de réduire les charges inhérentes à ce service national.

Les mêmes potentialités humaines et matérielles permettant d'organiser des élections à l'échelle nationale, offrent à notre pays l'expertise nécessaire pour surmonter les contraintes liées au service national.

En tout état de cause, la véritable finalité d'un tel projet, ce sont ses impacts.

Ils peuvent être multiformes et ainsi résumés :

- meilleure connaissance de nos valeurs républicaines ;
- bonne prise de conscience du devoir civique national ;
- participation citoyenne à la remise en état d'édifices publics (les écoles en particulier) par une mise en pratique des métiers appris ;
- meilleur comportement sur toutes les questions d'intérêt national ;
- lutte contre le chômage, à travers une imbrication entre ce service national et la formation professionnelle classique.

De tels objectifs nécessitent, bien entendu, une certaine imprégnation auprès de pays qui en ont fait l'heureuse expérience, et qui ont pu redresser les trajectoires de nombreuses générations de leurs concitoyens. Dès lors, comme tous les autres secteurs de l'enseignement, le service civique national devrait disposer d'un budget conséquent, faire l'objet d'une réflexion approfondie et d'une sensibilisation appropriée pour que le modèle de formation fasse tâche d'huile.

En définitive, face à un mal dont les impacts négatifs sur nos efforts de développement vont crescendo, nous n'avons pas d'autres alternatives que de faire notre cette citation de Pierre MENDES France qui disait que, « gouverner c'est choisir ». Il nous faut donc un palliatif à notre maladie comportementale, même si ce qui est développé ici n'est pas forcément une panacée, au risque de nous autodétruire.

Monsieur Samba NDIAYE,
Directeur Général des Grands Trains du Sénégal

Quelques activités du CHEDS

COURS INAUGURAL DE LA SESSION 2021-2022 DU MASTER DÉFENSE SÉCURITÉ ET PAIX

Le cours inaugural de la session 2021-2022 du Master Défense Sécurité et Paix, dispensé par le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité en partenariat avec la Faculté des Sciences juridiques et Politiques de l'Université Cheikh Anta DIOP, s'est déroulé dans l'amphithéâtre de l'Etat-major général des Armées, sous la présidence du Ministre des Forces Armées.

À cet occasion, le Ministre des Forces Armées a souligné que la sécurité est devenue une préoccupation majeure dans le Sahel compte tenu des risques sécuritaires et des menaces complexes. Les « dynamiques de résilience qui doivent aller au-delà du cadre des actions militaires requièrent des ressources humaines de qualité préparées aux nouveaux défis ». La formation du Master Défense, Sécurité et Paix répond au besoin de capacitation des cadres civils et des Forces de Défense et de Sécurité, par le renforcement des connaissances fondamentales de l'environnement géostratégique ainsi que des enjeux liés à la défense, la sécurité et la paix. Au cours de cette cérémonie, les auditeurs de la promotion 2020 ont reçu leurs diplômes.



cours inaugural de la session 2021-2022 du Master Défense Sécurité



Remise des diplômes de la promotion 2021 par le CEMGA

Le Professeur Serigne DIOP ancien ministre et ancien Médiateur de la République a livré le Cours inaugural, sous le thème « l'Etat : de la théorie à la réalité au Sahel » marquant le démarrage officiel de la formation de la septième promotion. Le Professeur estime que nous devons adopter une approche téléologique de l'Etat. Il considère également que l'Etat doit être perçu à travers la poursuite de fins ou de buts. La légitimité de l'Etat est intimement corrélée à ses capacités externes et internes à assurer la sécurité des personnes et des biens, mais surtout par ses moyens à assurer le bien-être de la population.

Disposer d'un service public qui répond aux besoins des populations sur l'ensemble du territoire est la marque d'un Etat utile aux hommes et aux femmes d'un pays.



Photo de groupe des auditeurs de la promotion sortante - session 2020/2021

Quelques activités du CHEDS

ATELIER NATIONAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS AU SENS LARGE SUR LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ ET DE RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ/GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE POUR LE MALI

Troisième et dernier d'une série d'ateliers, qui a commencé par le Cameroun (28-30 septembre 2021), puis le Nigéria (19-21 octobre 2021), l'atelier national de renforcement des capacités pour les professionnels des médias au Mali, s'est déroulé du 02 au 04 novembre 2021 à Bamako, en duplex avec Dakar.

Il a accueilli une trentaine de participants et a pris en compte la diversité d'acteurs, provenant de toutes les régions du Mali.

Contrairement au Cameroun et au Nigéria, autres pays concernés par le Projet, le Mali s'inscrit dans un contexte historique de connaissance du processus de réforme du secteur de sécurité. Cependant, sa mise en application demeure ambiguë et essentiellement axée sur l'aspect militaire.

Durant trois (03) jours, l'accent a donc été mis sur les défis sécuritaires marqués par des menaces complexes et protéiformes : la vastitude de son espace (1.240.190 km²) révélant la porosité de ses frontières (sept pays) et l'absence de l'Etat, les attaques terroristes, le déficit de services sociaux de base, l'inadaptation du système éducatif, les conflits intrareligieux, inter et intracommunautaires, la réticence des populations à collaborer avec les médias par crainte de représailles (FDS, djihadistes), la prolifération des armes.

Les experts des médias ont pu échanger sur les concepts clés, contextualiser l'environnement sécuritaire et partager sur les éléments techniques et bonnes pratiques de recherche et d'investigation.



Atelier national de renforcement des capacités pour les professionnels des médias au Mali, du 02 au 04 novembre 2021 à Bamako, en duplex avec Dakar.

Il sied de rappeler que cet atelier entre dans le cadre du projet de l'Union européenne « Sécurité pour tous », cofinancé et mis en œuvre par la Friedrich Ebert Stiftung Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne (FES-PSCC), en partenariat avec le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS). Il fait suite au séminaire régional de formation des formateurs en multiplex qui s'est déroulé du 25 au 27 mai 2021 ciblant les médias du Cameroun, du Mali et du Nigéria.



Troisième et dernier d'une série d'ateliers



Troisième et dernier d'une série d'ateliers

Les activités du CHEDS

Séminaire de lancement du Programme Collectivités Territoriales, Défense, Sécurité et Paix (PCTDSP)

Le séminaire de lancement s'est tenu les 15 et 16 juillet 2021 à l'hôtel Le Ndiambour de Dakar. Il a pour objectif de déterminer les grands enjeux de ce nouveau programme et sera construit autour de trois thématiques abordant : « Les causes de l'insécurité », « Rôle et organisation de la Défense et de la sécurité au Sénégal » ainsi que « La politique locale de sécurité : outils et gouvernance ».

L'enjeu de ce séminaire est de faire un état des lieux de la connaissance sur les causes de l'insécurité, sur le rôle et les missions des différents acteurs et sur un modèle de gouvernance locale des questions de sécurité adossé à des outils pratiques.

Voyage d'étude des sessions 2020 et 2021 du Master Sécurité nationale



Direction de la Protection Civile du Niger - NIAMEY



Jour 1 du Séminaire de lancement

Le voyage d'étude des sessions 2020 et 2021 du Master Sécurité nationale, organisé dans la période du 06 au 10 juillet 2021 à Niamey, au Niger, s'est déroulé dans de bonnes conditions. La délégation a visité les principales structures chargées de la gestion de la sécurité, notamment l'Etat-Major des Armées du Niger, la Direction générale de la Police nationale et le Service central de lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière (SCLCT/CTO), le Haut Commandement de la Gendarmerie nationale et la Garde nationale, la Direction générale de la protection civile et l'Ecole nationale de la protection civile, le Centre national des Etudes stratégiques et sécuritaires (CNESS) et la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) au Niger.



Haut Commandement de la Gendarmerie Nationale et la Garde Nationale du Niger - NIAMEY

« Covid-19, au-delà de la sécurité sanitaire : gestion médiatique des aspects sécuritaires »

Dans le cadre du Programme Médias, Défense, Paix et Sécurité (PMDSP), le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) a organisé le jeudi 03 juin 2021, un webinaire portant sur le thème « Covid-19, au-delà de la sécurité sanitaire : gestion médiatique des aspects sécuritaires ».

L'objectif a été d'analyser l'approche sécuritaire de la gestion de la pandémie et son relais par les médias en Afrique de l'Ouest et au Sénégal.

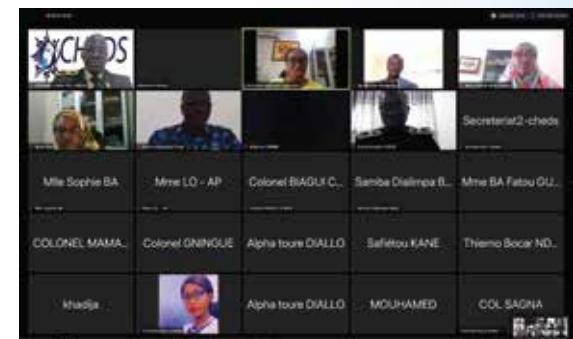


Photo de groupe avec les participants du webinaire

2ème session de l'année 2021 du Forum Défense et Sécurité



Généraux en activité et Cadres de réserve ayant pris part à l'activité

La 2^{ème} session de l'année 2021 du Forum Défense et Sécurité s'est tenue au Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité (CHEDS), le mercredi 30 juin, de 10h00 à 12h30, sur le thème "Enjeux, défis actuels et perspectives du processus de paix en Casamance".

7ème édition du Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique (FDD)

Dans le cadre des préparatifs de l'organisation de la 7^{ème} édition du Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique (FDD), la deuxième réunion du Comité des Personnes ressources de la Commission scientifique s'est tenue au Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité (CHEDS), le mardi 15 juin 2021, à partir de 10 heures.



Généraux en activité et Cadres de réserve ayant pris part à l'activité

Visite d'une délégation du Centre International Koffi Annan pour le Maintien de la Paix (KAIPC) au CHEDS



Photo de groupe des participants

Une délégation du Centre International Koffi Annan pour le Maintien de la Paix (KAIPC) a effectué une visite de travail au Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), le vendredi 28 mai 2021. La visite a été marquée par un entretien en tête à tête entre le Directeur général du CHEDS et le chef de délégation du KAIPC et une séance de travail bilatérale des deux délégations dans la Salle de conférence n°1.

Visite d'une délégation d'AVISA Partners au CHEDS

Une délégation de cinq (05) personnes de la société AVISA Partners, prestataire du 7ème Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, a effectué une visite de prise de travail au CHEDS, le mercredi 16 décembre 2020.

La visite a été marquée par un entretien en tête à tête entre le Directeur général du CHEDS et le chef de la délégation d'AVISTA Partners et une séance de travail bilatérale des deux délégations dans la Salle de conférence n°1.



Photo de groupe avec la délégation

Activités à venir



SÉMINAIRE DE LANCEMENT DU PROGRAMME COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, DÉFENSE, SÉCURITÉ ET PAIX

Zone Nord



16 - 17 novembre 2021
Saint-Louis

**ENSEMBLE,
CO-PRODUISONS LA SÉCURITÉ
DE NOS TERRITOIRES**



@cheds.senegal



@CHEDS_



CHEDS officiel



cheds_officiel



CHEDS SENEGAL



+221 70 644 17 29

NUMERO VERT : 800 00 50 50



Contacts : dps@cheds.gouv.sn - mayebeck.sy@gmail.com - couka@cheds.gouv.sn

Activités à venir

Après six éditions organisées entre 2014 et 2019, le Forum de Dakar est devenu un rendez-vous annuel attendu par les dirigeants et les acteurs internationaux impliqués dans le développement de l'Afrique. Initié sous l'impulsion du Président de la République du Sénégal, SEM Macky SALL, la prochaine édition du Forum se déroulera dans un contexte singulier alors que la pandémie de COVID-19 se poursuit. Depuis 2020, l'irruption brusque de cette crise globale a constitué une véritable surprise stratégique. Aujourd'hui encore, nul ne peut prédire avec certitude ses conséquences sanitaires, sociales, économiques et sécuritaires. Pour les États africains, engagés avec l'Agenda 2063 à assurer la stabilité et la sécurité du continent, cette pandémie est perçue comme un révélateur et un accélérateur des fragilités et des multiples défis auxquels ils doivent faire face ensemble.

C'est pour toutes ces raisons que la septième édition du Forum de Dakar portera sur le thème « Les enjeux de stabilité et d'émergence en Afrique dans un monde post COVID-19 ».

Déjeuner avec les patrons de la presse internationale et editorialistes pour lancer le Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique



Dejeuner avec les patrons de la presse internationale et editorialistes pour lancer le Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique. Universitaires, Chercheurs de renom et Sommités militaires étaient au rendez-vous de cette importante rencontre.

INTERVIEW

L'ADN du Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique, c'est d'être un espace réflexion ouvert et libre sur la défense, la sécurité et la stabilité du continent africain.

Retrouvez l'interview complète du Général de brigade Mbaye Cissé, Directeur général du Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), au sujet du Forum de Dakar !



[Cliquez pour visionner l'interview](#)



Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

Boulevard de la Défense X Rue du Port

BP : 4705 - Dakar – SENEGAL - Téléphone : 33 822 91 67

www.cheds.gouv.sn

Suivez nous sur nos différents réseaux pour rester informé



@cheds.senegal



@CHEDS_



CHEDS officiel



cheds_officiel



CHEDS SENEGAL



+221 70 644 17 29